



# GLOTTOPOL

Revue de sociolinguistique en ligne

N° 4– Juillet 2004

*Langues de frontières et frontières de langues*

## SOMMAIRE

Marie-Louise Moreau : *Avant-propos*

Alain Viaut : *La frontière linguistique de la ligne A l'espace : éléments pour une schématisation*

Fernand Fehlen : *Le « francique » : dialecte, langue régionale, langue nationale ?*

Marielle Rispaïl, Marie-Louise Moreau : *Francique et français : l'identification des accents de part et d'autre des frontières*

Francis Manzano : *Pratiques et représentations linguistiques à la marge sud du territoire français (Languedoc, Roussillon)*

Cécile Canut : *Dire la frontière, la subjectivité à l'œuvre. Quelques notes à propos de la frontière catalane*

Isabelle Léglise : *Langues frontalières et langues d'immigration en Guyane française : pratiques et attitudes d'enfants scolarisés en zone frontalière*

Samantha Chareille : *Aspects de la situation linguistique de l'Uruguay : le cas du portuñol*

Claude Frey : *Particularismes lexicaux et variétés de français en Afrique francophone : autour des frontières*

### Compte rendu

Isabelle Pierozak : Dominique Caubet, *Les mots du bled*, Paris, L'Harmattan, coll. « Espaces discursifs », 237 p.

# ASPECTS DE LA SITUATION LINGUISTIQUE DE L'URUGUAY : LE CAS DU PORTUÑOL

Samantha Chareille

Alliance colombo–française  
Santa Fe de Bogota, Colombie

## Introduction

Jusqu'aux dernières décennies, sous l'influence des écoles philologiques traditionnelles espagnoles et de la Real Academia de la Lengua, la grande majorité des études linguistiques consacrées à la langue espagnole en Amérique a porté sur des thèmes classiques tels que les variantes régionales, comme la prononciation plus relâchée des terres basses, le *yeísmo* (/y/ par opposition au /ll/, par exemple).

L'introduction vers 1950 de la notion de contact dans le domaine de la linguistique a ouvert le champ à de nombreuses études sur les bilinguismes et sur l'influence qu'une langue peut avoir sur une autre, avant tout dans les emprunts. Elle a également permis de constater que contrairement à un certain nombre d'idées reçues, le panorama linguistique de l'Amérique latine, loin d'être homogène, se caractérisait, entre autres, par la cohabitation de l'espagnol avec de nombreuses variétés linguistiques souvent non fixées comme c'est le cas du portuñol (également nommé *fronterizo* et D.P.U., *dialecto del portugués en Uruguay*).

Entreprendre une étude sur ce parler n'est pas une tâche facile, les enquêtes démolinguistiques soulevant de nombreux problèmes qui confèrent à leurs résultats un caractère incertain.

Certaines de ces difficultés émanent de la dimension hétérogène et changeante de la réalité à quantifier, de la complexité méthodologique liée à l'application de certains procédés quantitatifs et, enfin, des lacunes des sources disponibles tant du point de vue de l'universalité, de la fiabilité que de la comparabilité. D'autres proviennent du fait que dans de nombreux pays, on ne recueille des informations statistiques que sur les langues écrites ou sur la ou les langues officielles. On ignore alors les langues qui ne jouissent pas d'un statut officiel et/ou qui ne sont qu'orales. Signalons finalement le manque de stabilité de certains concepts théoriques fondamentaux tels que ceux de « bilinguisme », « langue seconde », etc.

Ainsi, l'une des difficultés importantes provient justement du sens que l'on donne au mot *langue* par rapport au mot *dialecte*. Au plan strictement linguistique, les dialectes sont certes des langues, parce qu'ils constituent des codes servant à la communication. Toutefois, dans la réalité socio-politique, la ligne de démarcation entre ces deux termes est bien imprécise, ce

qui rend d'ailleurs très difficile de dénombrer très précisément les langues. Le critère de l'intercompréhension demeure ainsi dans la pratique très difficile à appliquer et un Etat considérera un parler donné comme une langue alors que l'Etat voisin le tiendra pour un dialecte. Si l'on tient malgré tout à établir une distinction, on peut dire que « les dialectes sont des formes locales d'une langue, assez particularisées pour être identifiées de façon spécifique, mais dont l'intercompréhension est plus ou moins aisée entre les personnes qui parlent une autre variété de la même langue » (C.I.R.A.L.).

De même, si on se penche sur le concept de « langue maternelle » ou « native », on s'aperçoit que pour certains, il s'agit de celle que l'on apprend avec ses parents durant son enfance, généralement avant trois ans, mais, pour d'autres, il s'agit de la langue la plus utilisée, de celle qui prédomine dans la vie d'un individu, quand bien même son acquisition ne daterait pas de la prime enfance. Par ailleurs, beaucoup de bilingues éprouvent des difficultés à identifier leur propre langue maternelle, notamment en situation linguistique complexe comme c'est le cas du Paraguay (espagnol / guarani) et de l'Uruguay (espagnol / portuñol).

## 1. Caractéristiques du portuñol

L'Uruguay, ancienne colonie espagnole de presque quatre millions d'habitants, ne compte aujourd'hui pratiquement que des locuteurs hispanophones. Il s'agit même d'un des pays les plus unilingues de toute l'Amérique du Sud et c'est certainement le seul de ce sous-continent à ne plus posséder aucun substrat indigène. Pourtant un regard jeté sur l'histoire du pays nous montre qu'il ne s'agit pas d'une nation clairement définie et unifiée d'un point de vue politique et socioculturel<sup>1</sup>. Ceci explique pourquoi, au sein même du territoire uruguayen, se distinguent deux « régions linguistiques » :

La **région centre-sud et littoral ouest** contenant une population majoritairement de langue **hispanique** à laquelle se sont adjoints de forts courants d'immigration européens.

La partie comprenant les **départements du nord et nord-est** du pays, comportant un **substrat** culturel et linguistique **portugais** très important, dû à la présence passée de colons portugais. Les descendants de ces derniers sont graduellement entrés en contact avec les habitants hispanophones, suite à la fondation, par le gouvernement de Montevideo, de plusieurs villes limitrophes du Brésil, destinées à contenir l'avancée portugaise. Ainsi sont nées les « villes jumelles »<sup>2</sup> uruguayo-brésiliennes Artigas/Quaraí, Rivera/Santa Ana do Livramento et Río Branco/Yaguarón, qui se sont par la suite converties en lieux de cohabitation biculturelle.

Le panorama linguistique de la zone frontalière uruguayo-brésilienne met en scène, dès la moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, un conflit entre le portugais dominant et l'espagnol de l'Etat uruguayen, conflit qui semble se résoudre dans le portuñol, une interlangue dont la base portugaise a subi l'influence de l'espagnol. Il s'agit du résultat d'un processus à la fois historique et géographique, qui a débuté avant l'installation des premiers colons espagnols à la frontière déjà peuplée depuis le XVII<sup>e</sup> siècle d'habitants venus du Brésil.

Dans les grandes lignes, le D.P.U. se caractérise par :

Des **caractéristiques phonétiques propres** : le /tʃ/ espagnol (transcrit usuellement par *ch*) est réalisé sous la forme /ʃ/ comme en portugais ; les consonnes sourdes tendent à devenir sonores. De fait, les enfants commencent à confondre /b/, /v/ et /g/ avec /p/, /f/ et /c/. Les

<sup>1</sup> L'Uruguay est en fait né de l'impuissance de ses voisins argentin et brésilien à définir une frontière commune dans les parages du Río de la Plata (cf. Samantha Chareille, juin 1997 et mai 2001).

<sup>2</sup> Deux villes collées entre elles, mais scindées par la frontière.

voyelles sont quant à elles produites avec des degrés d'ouverture différents de ceux utilisés par l'espagnol ; à la diphtongue finale portugaise /ou/ correspond un /o/ etc.

Des **variations lexicales** : le lexique du portuñol comprend par exemple du vocabulaire portugais mêlé à des archaïsmes espagnols, à des termes provenant de variétés africaines et à des termes espagnols actuels.

Des **variations syntaxiques** : la substitution systématique d'une détermination avec pronoms personnels aux adjectifs possessifs : *casa de nosotros* au lieu de *nuestra casa* (« notre maison »), *flores d'ela* au lieu de *sus flores* (« ses fleurs »).

Des **variations morphologiques** : l'ajout de préfixes à certains verbes : *arremontar* pour *remontar* (remonter «), *amostrar* pour *mostrar* (« montrer »), etc.

Une **absence de norme** : cette variété n'est pas fixée et, par exemple, si on écoute un locuteur de D.P.U., on constate que celui-ci peut utiliser jusqu'à cinq ou six formes équivalentes pour exprimer la préposition *con* (« avec ») : *con, cun, co, cu*, ainsi que d'autres formes variables. Ainsi peut-on entendre indistinctement *fecha a janela, fecha a ventana, cierra a janela* et *cierra a ventana* et les mêmes combinaisons avec l'article *la* au lieu de *a*<sup>3</sup> ».

Tous les habitants de la région ne s'expriment pas dans cette variété. Certains sont lusophones, d'autres hispanophones et d'autres bilingues. Cela dit, comme le montrent les multiples recherches effectuées par le Centro de Informaciones y Estudios del Uruguay (C.I.E.S.U.) de l'Université de la République de Montevideo, l'extension du *fronterizo* est très importante. Par exemple, déjà en 1970, sur 136 élèves en première année à l'Instituto Superior de Enseñanza Secundaria de Rivera, 34% parlaient couramment l'espagnol, 3% étaient bilingues et 63% utilisaient exclusivement le portuñol dans la vie de tous les jours. Dans un groupe de 115 élèves de seconde année professionnelle de l'Instituto Normal, 63% s'exprimaient en portuñol et n'utilisaient l'espagnol que dans la classe.

De fait, comme nous allons maintenant le voir plus en détails, le portuñol est non seulement porteur d'une forte connotation péjorative, mais il est également perçu par l'Etat comme un danger, parce qu'il remet en question le concept d'identité nationale, liée entre autres à l'homogénéité linguistique, et parce qu'il manifeste la pénétration de la culture brésilienne en Uruguay.

Les craintes d'une main-mise brésilienne sur ces zones uruguayennes sont déjà exprimées en 1857 par le Président uruguayen Gabriel Pereira :

*[...] Les départements frontaliers au Brésil sont, en grande majorité, occupés par de riches Brésiliens. C'est dans la zone comprise entre la frontière brésilienne et le río Negro que le bétail destiné aux abattoirs de Río Grande do Sul est élevé. De sorte que la majeure partie de notre pays n'est même pas utilisée par notre principale industrie... [...] Mais il ne s'agit pas uniquement de ce que notre pays risque de perdre : il se trouvera également dépourvu de ses instances de pouvoir, de sécurité et de défense [...]. (Julio Cairello, Arturo Pereyra, Lilión Simoes, Mario Tito, 1970 : 16, N.T.)*

Les réflexions d'un député brésilien de São Paulo sur la situation du nord uruguayen ne font que corroborer les craintes de Pereira :

*Je constate, Messieurs les représentants, que vous avez une idée totalement faussée du pouvoir et des ressources de l'Empire brésilien : vous croyez que lorsque l'on franchit la « ligne » ou « frontière » de Yaguarón où s'arrêtent les lois de l'Empire et commence la République Orientale, on trouve une population complètement distincte de celle du Brésil, mais vous savez parfaitement que ce n'est heureusement pas le cas ! De l'autre côté du río Yaguarón, Messieurs, les vêtements, la langue, les coutumes, la monnaie, les pesos, les mesures, tout, tout, Messieurs, jusqu'au río Negro, tout, tout,*

<sup>3</sup> *Fecha a janela* est la version portugaise de la phrase espagnole *cierra la ventana* signifiant « ferme la fenêtre ».

*Messieurs, jusqu'à la terre : tout est brésilien.* (Julio Cairello, Arturo Pereyra, Lilión Simoes, Mario Tito, 1970 : 19, N.T.)

De son côté, le 31 mars 1862, le Député uruguayen Díaz affirme :

*[...] Il est de notoriété publique que nos autorités n'ont aucun poids de l'autre côté du río Negro où l'on fait appel aux instances brésiliennes et où les habitudes, les coutumes et même les naissances se légitiment par des religieux brésiliens afin que les individus aient la citoyenneté brésilienne et pas l'orientale<sup>4</sup> [...].* (Julio Cairello, Arturo Pereyra, Lilión Simoes, Mario Tito, 1970 : 19, N.T.)

C'est d'ailleurs cette même année qu'une initiative parlementaire a favorisé l'installation de populations hispanophones à la frontière, sans réussir toutefois à empêcher que le peuplement lusophone de départ continue de déterminer la langue utilisée.

## 2. Statut et fonctions de l'espagnol et du portuñol en Uruguay

L'idéologie des Etats n'est généralement guère favorable au foisonnement des langues et la conception de la cohésion nationale comme liée à l'unité linguistique s'est rapidement répandue dans la zone géographique sur laquelle porte notre étude.

Pour appliquer l'idée « une nation, une langue », les pouvoirs politiques ne s'en tiennent pas uniquement à des mesures limitant l'usage des langues minoritaires. Ils ne font souvent rien pour empêcher une mort que tout annonce pour certaine. Les Etats ne sont certes pas obligés de prendre, contre les langues qu'ils ont condamnées, des mesures administratives explicitement adaptées à l'entreprise d'extermination. Ils disposent également d'instruments d'exécution qui pour être plus lents, sont tout aussi efficaces. Par exemple, dans le cadre des systèmes éducatifs formels, on constate que les Etats sont capables de prendre des mesures scolaires visant l'éradication pure et simple d'une ou plusieurs langues sous couvert d'homogénéisation linguistique.

Au niveau législatif, l'Etat fixe généralement les fonctions et statuts des langues présentes sur son territoire. Par exemple, une reconnaissance officielle par l'Etat peut signifier l'inscription d'une langue dans la Constitution de ce dernier. « On répute officielle une langue que la loi soutient, que l'Etat a le droit d'utiliser dans ses relations diplomatiques et dans laquelle tout citoyen est habilité à demander toute prestation judiciaire, des services, etc. » (C. Hagège, 2000 : 247). Cela dit, beaucoup de langues dominées qui ne jouissent pas du statut de langue nationale ou officielle, mènent ou ont mené un long combat pour la reconnaissance.

Les critères jouant dans l'attribution d'un statut et des fonctions d'une langue par un Etat sont très variés : idéologiques, politiques, sociaux, économiques, et le linguistique n'y occupe qu'une place très restreinte. Dans ce domaine, on s'attache généralement au niveau de standardisation de la langue, son niveau d'élaboration fonctionnelle (permettant à la langue de fonctionner comme outil efficace dans l'ensemble des situations de communication) et le niveau d'acceptation ou de diffusion par le groupe de locuteurs. Un certain nombre de tentatives ont été faites pour répertorier les fonctions remplies, dans des situations plurilingues, par les différentes langues en présence (cf. les travaux de recherches que mènent l'Organisation des Etats ibéroaméricains dans le cadre de la « Red quipú »). Ces inventaires varient selon les sociétés considérées, les principales fonctions sociales du langage ayant trait à la sphère d'activité (la famille, l'église, l'école, l'occupation professionnelle), au moyen de communication employé (la presse, la correspondance privée, le sermon), au style, au type de sujet abordé, à la distance interpersonnelle (l'existence ou non d'une intimité).

---

<sup>4</sup> La nationalité des habitants de l'Uruguay est « orientale » et non « uruguayenne » comme on le croit souvent.

L'Etat uruguayen n'a jamais véritablement cherché à élaborer des politiques linguistiques<sup>5</sup> particulières car, officiellement, elles n'auraient répondu à aucun besoin. Ainsi, la Constitution de 1966 ne contient aucune disposition relative à cette question. Tout dans la vie politique, culturelle, économique, etc., se déroule exclusivement en espagnol, langue reconnue de fait, ce qui n'est en soi pas surprenant puisque le pays ne comporte plus aucune communauté indigène et ne reconnaît aucun statut au portuñol, qu'il ne qualifie même pas de « langue » (S. Chareille, 2001).

Ce phénomène de rejet et de négation du D.P.U. date environ de 1870, date à laquelle ont commencé à se produire dans la société uruguayenne des changements structuraux profonds, liés à l'implantation d'un modèle moderne et entraînant des transformations institutionnelles fondamentales. La modification des structures économiques et de ce fait du mode de vie, la laïcisation très rapide de la société uruguayenne, l'europanisation de Montevideo, se sont répercutés sur la culture nationale, favorisant l'entrée de nouveaux courants de pensée. A cette même époque, José Pedro Varela crée le système scolaire national moderne, établissant en 1877 l'enseignement primaire gratuit, obligatoire et laïque. Pour mettre en place cette éducation, il rompt avec les traditions espagnoles et fonde le système scolaire sur deux piliers : la formation scientifique et la maîtrise de la langue, qu'il considère comme l'un des facteurs symboliques intervenant dans le double processus d'identification et de différenciation des nations. A cette époque, José Pedro Varela cherche à étendre et à ancrer l'espagnol dans tout le pays, objectif favorisé par la tendance des immigrants à s'intégrer rapidement à la nouvelle société.

La première tentative d'unification linguistique de l'Uruguay se met en place à travers la Ley de educación común de 1877, qui pose l'espagnol comme langue d'enseignement du niveau primaire sur tout le territoire. La loi est appliquée dans le pays sans tenir compte de la diversité sociolinguistique sur laquelle elle opère, ce qui a des résultats assez inégaux. L'imposition de l'espagnol ne permet cependant pas d'accéder à l'idéal monolingue visé par l'Etat uruguayen. Le passage de l'espagnol au statut de langue nationale lui fait remplir deux fonctions : unificatrice et séparatrice<sup>6</sup>. Unificatrice, car il s'agit de la langue de la majeure partie des habitants et que son imposition dans des zones traditionnellement lusophones a pour conséquence un recul considérable des variétés du portugais. Séparatrice, car bien que le portugais continue d'être parlé en Uruguay à travers ses variétés locales, il existe une différence notable entre la conformation des répertoires linguistiques des Uruguayens et des Brésiliens. Les premiers utilisent le plus souvent l'espagnol, alternant parfois son usage avec les D.P.U. Chez les Brésiliens, l'utilisation de l'espagnol est beaucoup plus restreinte. Ainsi, selon une enquête menée par Frederick Hensey (1975) dans les deux « villes jumelles » de Rivera/Santa Ana do Livramento et de Río Branco/Yaguarón, 76% et 44% des Uruguayens interrogés sont bilingues, pour 27% et 36% seulement de Brésiliens.

En cherchant à atteindre un idéal linguistique d'une nation uniformément monolingue, l'Etat uruguayen a non seulement introduit un bilinguisme espagnol-portugais chez des individus monolingues portugais (ou D.P.U.), mais il a également créé une situation de diglossie à la frontière du pays avec le Brésil. Dans cette région, l'espagnol est la variété

---

<sup>5</sup> Les « politiques linguistiques » désignent l'ensemble des choix nationaux en matière de langue et de culture. Ces dernières se définissent en objectifs généraux à longs termes (niveaux éducatifs, formations, emplois, fonctions et statut de langue(s), etc.) et se fondent sur l'analyse aussi précise et complète que possible de la situation de départ. Précisons par ailleurs que pour être pleinement efficaces, les politiques linguistiques doivent être fondées sur l'interaction (Fritz Scharpf, 1987 : 11). Elles doivent, pour ce faire, traiter des conditions de mise en œuvre et de la manière dont l'interaction des intérêts opposés des acteurs sociaux eux-mêmes peut mener à des résultats concrets.

<sup>6</sup> La fonction unificatrice consiste à renforcer les sentiments d'appartenance à un groupe à travers la possession d'une langue commune. La fonction séparatrice fait référence au fait que l'usage d'une langue différente de celles d'autres groupes, définit ce même groupe par opposition.

haute, utilisée dans les situations formelles - dont l'éducation -, et les D.P.U. constituent la variété basse, utilisée dans les contextes familiaux et informels. Bien que cet aspect de la culture frontalière ait longtemps été ignorée, les gouvernements brésiliens et uruguayens y portent de plus en plus d'attention dans le cadre de l'enseignement de la langue maternelle et des langues étrangères. La question des emprunts linguistiques préoccupe beaucoup les milieux académique et éducatif dans la mesure où ils estiment que tout type d'emprunt opère une influence négative sur la langue, et peut conduire à une déformation. Il faut donc protéger la langue du changement. Cela vient de l'idée quelque peu naïve selon laquelle la langue était parfaite jusqu'au moment où l'influence du portugais a commencé à se faire sentir : « Une civilisation, une race, une langue qui nous soit propre c'est la seule chose qui puisse contrecarrer l'influence de la race, de la langue et de la civilisation étrangère qui est en train de nous envahir. » (F. Bauza, 1876, N.T.). Durant la dictature, la cinquième chaîne diffusait même un programme éducatif dans lequel une craie dans la cour d'une école formulait ce message : « Señor padre : habla español, tu hijo te quiere y te imita »<sup>7</sup>.

On note d'ailleurs un point commun aux politiques linguistiques mises en place par l'Uruguay, qui portent exclusivement sur l'aménagement<sup>8</sup> du statut des langues, sans jamais vraiment aborder la question du corpus, ni donc envisager la préservation de la langue et son insertion dans la vie contemporaine des communautés. Cet aménagement du statut débouche sur une reconnaissance officielle (écrite ou non) de l'espagnol, alors que le portuñol ne jouit d'aucun statut et est refoulé vers des domaines restreints.

Ce problème est bien sûr intimement lié à la notion de langue standard<sup>9</sup> : celle-ci se définit d'abord par ses fonctions et diffère de la langue populaire et des dialectes régionaux en ce qu'elle peut jouer un plus grand nombre de rôles, qu'elle s'utilise dans plus de domaines d'emploi et remplit plus de fonctions. En d'autres termes, « la langue standard pourvoit à des besoins spirituels et matériels de la collectivité que le langage populaire ne peut satisfaire. Ce sont surtout les besoins d'expression que posent les sphères caractéristiques d'une civilisation avancée, telles que les lettres et les beaux-arts, les sciences et la technologie, la loi et l'administration » (P. L. Garvin, 1983 : 146). Et le même auteur ajoute : « c'est donc son rôle culturel plutôt que sa standardisation, dans le sens d'uniformité codifiée (bien que cette dernière s'applique autant), qui caractérise une langue standard » (P. L. Garvin, *op. cit.* : 146).

### 3. Le portuñol dans le système éducatif formel

Divers séjours dans les villes d'Artigas et de Rivera nous ont permis de constater que les enfants locuteurs de portuñol font montre d'un mauvais maniement de l'espagnol tant au niveau de la compréhension que de la production de textes. Les professeurs constatent en permanence des problèmes d'expressions orale et/ou écrite particulièrement présents dans les milieux socioculturellement défavorisés. Le lexique et la syntaxe sont pauvres et les élèves des niveaux plus élevés utilisent un nombre assez réduit de structures et de vocables. Cet

<sup>7</sup> « Monsieur papa : parle en espagnol, ton enfant t'aime et t'imita. »

<sup>8</sup> L'aménagement linguistique se définit non seulement comme une pratique, mais également comme un champ de recherche interdisciplinaire qui s'alimente à plusieurs domaines (droit, sociologie, géolinguistique, démolinguistique, sociolinguistique, etc.) pour enrichir et construire son cadre théorique destiné à guider la pratique. Roland Breton (1991 : 23-24.) distingue de fait deux types d'aménagement linguistique : « Externe, il comporte les législations et programmes visant à la promotion des langues et à la généralisation de leur emploi dans une population par l'enseignement, les médias, l'administration, etc. Interne, il inclut le travail académique de normalisation et de standardisation d'une langue destinée à la rendre plus compétitive et plus autonome ; dans ce dernier cas, on parle aussi d'ingénierie linguistique. ».

<sup>9</sup> La notion a été surtout étudiée par les linguistes d'Europe centrale et orientale du Cercle de Prague dans les années trente (Cf. Paul L. Garvin, 1983 : 141-152)

appauvrissement empêche le développement efficace du processus d'enseignement et d'apprentissage et la mauvaise compréhension écrite est une des premières causes du manque d'intérêt pour les études en général et pour la lecture en particulier.

Il faut dire que les actions du système éducatif uruguayen en vue d'une adaptation à la réalité locale restent très sporadiques en dépit des efforts fournis par l'Institut de Linguistique de l'Université de la República pour ouvrir les esprits des enseignants, leur faire reconnaître que cette réalité existe et que l'on se doit de l'affronter. Du fait que le portuñol n'est pas standardisé, il n'existe pas de véritables programmes d'Enseignement interculturel bilingue (E.I.B.). Les locuteurs de portuñol concernés par le problème doivent donc se mouvoir dans un système éducatif qui les considère comme des hispanophones natifs.

A partir de 1958, le problème a pris une telle ampleur que le Conseil national de l'Éducation primaire a créé le Centro experimental de Lectura y Escritura de Rivera (C.E.L.E.R.) chargé d'accueillir des dyslexiques et les personnes ayant des problèmes d'écriture, d'orthographe et de lecture (ce qui comprend les locuteurs de portuñol). En 1970, toutefois, en raison du manque de locaux et de professeurs spécialisés, ce centre ne travaillait qu'avec 2,5% des élèves de première et quatrième années des écoles urbaines de la ville de Rivera, et il a fermé ses portes quelques années plus tard.

Dans leur note du 5 décembre 1989 présentée au Ministère de l'Éducation et de la Culture de Montevideo, six inspecteurs d'espagnol ont réclamé une augmentation de la charge horaire destinée à l'apprentissage de l'espagnol dans le *Ciclo básico único* (C.B.U.) et sa réintroduction dans le *bachillerato diversificado* (baccalauréat général). Malheureusement le nombre d'heures a au contraire diminué passant de presque dix heures hebdomadaires en 1963 à cinq heures et demie en 1976, pour terminer avec quatre heures et demie en 1986.

Face à cette situation et à l'absence d'initiatives en la matière, une expérience intéressante a été menée dans les années quatre-vingt-dix à Rivera par l'inspection du Primaire et l'Institut de Linguistique de l'Université de la República. Celle-ci consistait à permettre l'utilisation du D.P.U. aux enfants dans le cadre de l'école. Elle n'a cependant pu être poursuivie, du fait du manque de formation des enseignants de la zone.

Quelques années plus tard, Rosa Márquez, Alma Hospitalé et Marta Ascano ont proposé, dans un rapport sur les projets uruguayens en matière d'E.I.B. (1998), le plan d'actions suivant dont l'objectif est d'enseigner l'espagnol aux enfants de la zone frontalière locuteurs de portuñol, afin qu'ils puissent jouer un rôle social actif au sein de la société tout en reconnaissant leur culture propre.

Ce rapport se fonde sur une répartition des locuteurs de la région en quatre groupes :

Monolingues A : locuteurs, généralement issus des classes élevées et moyennes, dont la langue maternelle est l'espagnol.

Monolingues B : locuteurs, généralement issus des classes rurales, analphabètes, enfants ou personnes âgées dont la langue maternelle est le portuñol

Bilingues A : locuteurs, généralement issus des classes moyennes urbaines, dont la langue maternelle est l'espagnol et qui, par contacts sociaux, ont appris le portuñol

Bilingues B : locuteurs, généralement issus des classes populaires, dont la langue maternelle est le portuñol et qui acquièrent l'espagnol à l'école.

et sur un programme se divisant en huit actions :

1. Promouvoir et instrumenter une coordination entre les membres du C.O.D.I.C.E.N. (*Consejo directivo central*), le Ministère de l'Éducation et de la Culture et le Département de linguistique de l'Université de la República afin de compléter les données sociolinguistiques et anthropologiques existantes sur la zone frontalière, notamment dans le département de Rivera. Ce diagnostic doit être effectué par un enseignant, un anthropologue, un sociologue et un linguiste.



2. Sensibiliser les enseignants et les futurs enseignants sur la réalité linguistico-culturelle de la zone frontalière. Participeront aux séminaires un enseignant détenteur d'une formation linguistique et pédagogique, des enseignants et des étudiants.

3. Informer et sensibiliser les parents sur la nécessité d'une éducation interculturelle. La méthodologie à adopter sera le colloque et y participeront la Commission responsable des actions et les parents.

4. Actualiser la formation des enseignants *via* la création de cours. Y participeront des enseignants détenteurs d'une formation en linguistique et pédagogique ainsi que des enseignants travaillant dans les écoles de Rivera.

5. Réaliser un programme d'actions communautaires comprenant la visite de foyers et permettant de récolter des informations pertinentes et la confection de bulletins informatifs. Y participeront les directeurs et les enseignants des écoles de Rivera et les parents d'élèves.

6. Former des groupes d'étude et de réflexion qui se concentreront sur l'analyse de propositions curriculaires, la discussion de projets de travaux interculturels contextualisés, des travaux de classe et hors école, la planification, l'exécution, l'évaluation et la réorientation des actions.

7. Soutenir et suivre les actions mises en place en visitant régulièrement les classes et en organisant des réunions au sein des écoles auxquelles participeront les inspecteurs départementaux et régionaux, les directeurs et les enseignants.

8. Mettre en place les modifications curriculaires nécessaires au plan de formation des enseignants afin de les initier à l'interculturalité.

On constate toutefois que ce projet risque d'entraîner indirectement la disparition complète du portuñol dont on n'interdit nullement l'utilisation, mais qui n'est en fait absolument pas étudié. Les auteurs parlent d'enseignement « interculturel », mais ne soulèvent à aucun moment la question de la non-standardisation de la variété considérée. De plus, si un certain nombre de recherches ont été menées sur la structure de langue vernaculaire des apprenants de la région frontalière uruguayo-brésilienne, aucune ne s'est véritablement donné pour objet de savoir si les problèmes scolaires des apprenants étaient tous imputables à l'éloignement de leur langue par rapport au standard de l'école, et si certaines difficultés n'étaient pas attribuables plutôt à des raisons extra-linguistiques.

Les travaux de William Labov (1974) ont pourtant montré que l'échec scolaire chez les jeunes Noirs des ghettos de Harlem n'était pas imputable à une quelconque déficience de leur vernaculaire, mais à l'incompatibilité entre les valeurs culturelles qui fondent l'école et celles du groupe des pairs. Le vernaculaire n'est pas pénalisant en lui-même, mais les valeurs qu'il véhicule peuvent le devenir, si elles sont vécues comme inconciliables avec les valeurs dominantes dans la société et en particulier à l'école. Dans le pire des cas, le locuteur s'enferme dans son vernaculaire, auquel il s'identifie de façon absolue. Le défi que semble devoir relever l'école est donc d'apporter à ce vernaculaire une forme de reconnaissance et d'encourager chez l'apprenant un travail d'auto-connaissance permettant de se revaloriser. Si une action de remédiation est envisagée, elle passera nécessairement par un enrichissement de la compétence polylectale de l'apprenant à partir de son vernaculaire.

## Conclusion

Les politiques linguistiques adoptées par l'Uruguay sont et ont toujours été intimement liées aux relations entretenues par le pays avec son identité propre. On a toujours conçu l'Uruguay comme un pays indépendant ne pouvant posséder deux langues, d'autant que l'une d'elle dérive de celle d'un voisin avec qui ont éclaté plusieurs conflits historiques. Les

politiques linguistiques du pays, visant une situation idéale, excluent des langues au lieu d'exploiter la diversité qui s'offre à elles. Les déclarations officielles récentes appuient l'apprentissage du portuñol, mais persistent toutefois à dire qu'il faut surveiller l'espagnol, afin que sa souveraineté ne soit pas menacée par ce puissant voisin, sans tenir compte du fait que la situation frontalière diffère du reste du pays.

Cette situation peut sans doute être rattachée aux marques laissées par la conquête<sup>10</sup>, puis à la structuration politique en Etats-nations<sup>11</sup>, qui, prenant la succession de la colonisation, s'est affirmée au XIX<sup>e</sup> siècle et poursuivie au début du XX<sup>e</sup> siècle. L'Etat-nation constitue maintenant, sur la totalité du sous-continent, l'unité de base du découpage politique. Cette structure a permis la cristallisation d'une certaine tradition idéologique, dont découle l'imposition soit de l'espagnol, soit du portugais comme langues uniques, dans des entités dont on ne reconnaît pas le plurilinguisme. Créant le concept de langue nationale, l'Etat national a également engendré une tendance aux politiques linguistiques fondées sur le principe de territorialité<sup>12</sup> au détriment de celles fondées sur le principe de personnalité<sup>13</sup> (C.I.R.A.L.).

Mises en place sur le mode de la non-intervention, les politiques linguistiques uruguayennes consistent avant tout à choisir la voie du laisser-faire, à ignorer les problèmes lorsqu'ils se présentent et à laisser évoluer le rapport des forces en présence. Dans la pratique, il s'agit d'un choix véritable, donc d'une planification, qui joue toujours en faveur de la langue dominante même si l'on note l'existence de quelques programmes d'aide aux minorités. Les politiques linguistiques qui s'appuient sur des choix implicites ont des conséquences tout aussi importantes au sein des sociétés que celles qui sont établies à partir de choix conscients et dans le but avoué de réglementer l'usage des langues. La stratégie « par omission » est courante et elle peut être tout aussi efficace que n'importe quelle loi linguistique. Elle peut même mener à la disparition de communautés linguistiques. Une langue ignorée par l'Etat est souvent par le fait même exclue du domaine public et confinée à la sphère culturelle ou privée.

Le besoin de renforcement systématique de l'identité nationale – dont l'Uruguay constitue l'un des plus beaux exemples, mais qu'on voit également se manifester à la frontière paraguay-brésilienne avec les *brasiguaios* (Brésiliens vivant au Paraguay), ou dans les zones de l'Argentine et du Chili, etc. - contraste singulièrement avec le projet d'intégration régionale mercosurien. L'ambiguïté du mot *région* et le rapport entre la nation et la langue pendant la conquête expliquent la crispation des « nationaux » sur la question de l'intégration régionale. L'« indivisibilité » est une notion clé dans l'ensemble des constitutions de la région<sup>14</sup>, et la notion de frontière apparaît fondamentale dans ce débat.

Cela dit, le Mercosur (créé en 1991 par l'Argentine, le Brésil, le Paraguay et l'Uruguay) est un référent inéluctable, qui amènera nécessairement à prendre de nouvelles positions, d'autant plus qu'il va constituer un lieu nouveau de rencontres et de confrontations internationales, et

<sup>10</sup> L'univers colonial s'est formé comme un ensemble structuré ethniquement, instaurant des rapports de domination très particuliers. Le racisme de l'ethnie dominante a tellement pénétré l'inconscient collectif des dominés qu'il a pleinement été absorbé et accepté par les races opprimées. D'où la dimension pigmentocratique de ces sociétés.

<sup>11</sup> « Rappelons ici ce qu'est un Etat : une organisation distincte qui contrôle les principaux moyens concentrés de contrainte à l'intérieur d'un territoire bien défini et, à certains égards, exerce une priorité sur tous les autres organismes qui opèrent à l'intérieur du même territoire. [...] Un Etat national étend donc le territoire en question à de multiples régions contiguës (et leurs cités) et maintient par ailleurs une structure centralisée, différenciée et autonome ». (Charles Tilly, 1992 : 221.)

<sup>12</sup> Le principe de territorialité s'appuie sur le fait qu'il est nécessaire qu'une langue prédomine sur un territoire pour assurer sa survie.

<sup>13</sup> Le principe de personnalité est lié à l'individu et garantit son droit fondamental « à la liberté de l'usage de sa langue », notamment à l'usage de sa langue maternelle ou d'une langue officielle.

<sup>14</sup> Voir par exemple la Constitution de la nation argentine de 1994, chapitre IV, article 75, incise 19.

que sa mise en place définitive ne pourra se faire sans ajustement structurel supposant l'abatement des frontières internes et externes<sup>15</sup>.

Nouvel espace politique, économique et professionnel, le Marché commun du Sud est également un nouvel espace linguistique et culturel, lieu de références plurielles. Déterminés par leur multilinguisme et leur multiculturalisme, le Mercosur et la régionalisation perturbent la notion d'identité telle que certains la vivent. Or la création du Marché commun implique non une perte, mais un changement d'identité ou plutôt un changement de l'idée qu'on s'en fait. Il faut désormais élargir le concept de nation à celui de région et inclure l'« autre » dans son univers, puisque l'on a des échanges avec lui. On le voit bien, le problème est loin d'être simple. L'issue de cette quête identitaire dépendra de la capacité à ménager une place à la diversité culturelle, sans perdre le sens d'une citoyenneté mercosurienne qui soit un lieu d'allégeance commune.

Le territoire national n'est plus un cadre étanche, c'est un lieu de flux que l'on est appelé à maîtriser. Comme le souligne Angéline Martel (1996) : « L'éthique d'une diversité linguistique harmonieuse devient aujourd'hui le talon d'Achille de l'Etat-nation moderne ». L'enjeu est donc double : d'une part, créer une identité régionale en préservant la diversité et d'autre part, concilier les politiques et objectifs de pays et de communautés humaines qui, jusqu'à présent, n'avaient pas ou que peu de contacts.

En ce qui concerne le deuxième aspect de l'enjeu mercosurien, on doit noter que le Marché commun n'est pas le fruit d'aspirations communes et d'un consensus social et encore moins le produit du travail des sociétés des pays signataires. Il s'agit du résultat d'accords intergouvernementaux et de transactions industrielles.

*Le Brésil et l'Argentine ont alimenté, en plusieurs circonstances au cours des cent ans qui ont précédé la re-démocratisation des deux pays dans les années 80, une rivalité régionale accentuée. Réelle ou fictive – presque toujours fictive, d'ailleurs – cette rivalité a eu pour effet pratique, diplomatique et militaire que les deux pays se sont réciproquement considérés comme principal risque de guerre et rival régional sur les plans politique, économique et militaire. [...] Cette fausse rivalité a conduit à une prise de distance structurelle entre l'Argentine et le Brésil pendant la majeure partie de ce siècle. Nous avons perdu beaucoup de temps et d'énergie dans notre développement national et dans notre intégration régionale, alors que le monde donnait déjà des signes clairs de changement de ses priorités.[...] C'est la compréhension qu'ils ont eue d'une nouvelle et complexe réalité internationale qui a conduit l'Argentine et le Brésil à s'engager, dans les années 80, sur la voie de la coopération. [...] Loin de nous, cependant, la prétention de donner un exemple applicable à tous ou automatiquement transportable à d'autres régions et contextes politico-stratégiques. (Marcos de Azambuja et Juan Archibaldo Lanus, 11 juillet 1998.)*

Les solutions à ces problèmes interreliés ne semblent pas claires à l'heure actuelle. La prise de conscience de la planétisation n'en est qu'à ses débuts et le monde universitaire, en particulier pour ce qui touche à ses disciplines les plus concernées, n'a pas encore trouvé de consensus sur la ou les voie(s) à suivre ; on peut douter d'ailleurs qu'il ait toujours une vision suffisamment claire des facteurs ou des phénomènes qui interviennent dans cette question. Au moment où l'on envisage, peut-être encore insuffisamment, la solution aux problèmes de la communication et de la diversité linguistique à l'échelle « régionale » (européenne, américaine, asiatique, africaine, etc.), la réalité techno-économique avance vertigineusement et met au premier plan, peut-être pour la première fois, cette même problématique comme une question qui intéresse toute l'humanité.

<sup>15</sup> Le discours régionaliste est un discours que Pierre Bourdieu qualifie de « performatif », visant à imposer comme légitime une nouvelle définition des frontières et à faire connaître et reconnaître la « région » ainsi délimitée contre la définition dominante et méconnue.

## Bibliographie

- BERTONI O., CABRERA M. D., HOSPITALE A., MACHADO E., PEDRETTI de BOLON A., SEGUROLA O. (Inspectores de español), 5 de diciembre de 1989, *Nota de inspección*, Ministerio de Educación y Cultura, A.N.E.P., Consejo de Educación Secundaria, Montevideo.
- ASCANO M., HOSPITALE A., MARQUEZ R., junio de 1998, *II taller de educación intercultural bilingüe para los países de Sudamérica y Portugal : Proyecto Uruguay*, Ministerio de Educación y Cultura, A.N.E.P., Montevideo.
- BEDARD E., MAURAI J., 1983, *La norme linguistique*, Conseil de la langue française et les éditions Le Robert, Québec et Paris.
- CAIRELLO J., PEREYRA A., SIMOES L., TITO M. (coord.), 1970, *Rivera*, colección « Los departamentos » n°3, edición « Nuestra Tierra », Montevideo.
- CHAREILLE S., 1997, *Statut du français en Uruguay à la fin des années 1990 : raisons du déclin*, Mémoire de D.E.A., Université de Rouen.
- CHAREILLE S., 2001a, *Aménagement linguistique et constitution d'un ensemble régional : le cas du Mercosur (Argentine, Brésil, Paraguay et Uruguay) et du Chili*, Thèse de Doctorat, Université Paris III.
- CHAREILLE S., 2001b, « De los derechos culturales y lingüísticos » in *Monografías.com*, Argentina, 12 p.
- CHAREILLE S., 2002a, « La planificación lingüística en el Mercosur » in *Idiomas y comunicación* n°5, suplemento Alpha, Buenos Aires, 3 p.
- CHAREILLE S., 2002b, « La cuestión del reconocimiento de las variedades latino-americanas del español en el marco del Mercosur » in *Idiomas y comunicación* n°7, suplemento Alpha, Buenos Aires, 5 p.
- COSTE D., HEBRARD J. (coord.), 1991, *Vers le plurilinguisme ? Ecole et politique linguistique*, Hachette-F.L.E, collection Le Français dans le Monde / Recherches et Applications, Tunis.
- DE AZAMBUJA M., et LANUS J. A., 1998, « Argentine–Brésil : de la rivalité à la coopération », dans *Le Monde*, 11 juillet 1998, Paris.
- HAGEGE C., 2000, *Halte à la mort des langues*, éditions Odile Jacob, Mayenne.
- KLOSS H. et Mc CONNELL G. D. (dirs), 1978, *La composition linguistique des nations du monde*, vol. 3 : « L'Amérique centrale et l'Amérique du Sud », Presses de l'Université Laval, Québec.
- LABOV W., 1966, *The social stratification of english in New York City*, Center for Applied Linguistics, Washington D.C.
- LABOV W., 1974a, « The art of sounding and signifying » in GAGE W. (ed.), *Language in its social setting*, Anthropological society of Washington, Washington, pp. 84-116.
- LABOV W., 1974b, « Language change as a form of communication », dans Silverstein A. (éd.), *Human communication*, Erlbaum, Hillsdale, pp. 221-256.
- LAPONCE J., 1984, *Langue et territoire*, Presse Universitaires de Laval.
- MARTEL A., 1996a, « Entretien entre Charles Taylor et *DiversCité Langues* », Université du Québec, [www.icd.ax.apc.org](http://www.icd.ax.apc.org)
- MARTEL A., 1996b, « Entretien entre Gilles Bibeau et *DiversCité Langues* », Université du Québec, [www.icd.ax.apc.org](http://www.icd.ax.apc.org)
- MARTEL A., 1996c, « Entretien entre Miguel Siguan et *DiversCité Langues* », Université du Québec, [www.icd.ax.apc.org](http://www.icd.ax.apc.org)
- SCHARPF F., 1987, *Games real Actors play. Actor-centered institutionalism in policy research*, Westview, Boulder.
- TILLY C., 1992, *Les révolutions européennes 1492-1992*, les Editions du Seuil, Paris.

# **GLOTTOPOL**

Revue de sociolinguistique en ligne

**Comité de rédaction** : Mehmet Akinci, Sophie Babault, André Batiana, Claude Caitucoli, Robert Fournier, François Gaudin, Normand Labrie, Philippe Lane, Foued Laroussi, Benoit Leblanc, Fabienne Leconte, Dalila Morsly, Clara Mortamet, Alioune Ndao, Gisèle Prignitz, Richard Sabria, Georges-Elia Sarfati, Bernard Zongo.

**Conseiller scientifique** : Jean-Baptiste Marcellesi.

**Rédacteur en chef** : Claude Caitucoli.

**Comité scientifique** : Claudine Bavoux, Michel Beniamino, Jacqueline Billiez, Philippe Blanchet, Pierre Bouchard, Ahmed Boukous, Louise Dabène, Pierre Dumont, Jean-Michel Eloy, Françoise Gadet, Marie-Christine Hazaël-Massieux, Monica Heller, Caroline Juilliard, Suzanne Lafage, Jean Le Du, Jacques Maurais, Marie-Louise Moreau, Robert Nicolaï, Lambert Félix Prudent, Ambroise Queffelec, Didier de Robillard, Paul Siblot, Claude Truchot, Daniel Véronique.

**Comité de lecture** : constitué selon le thème du numéro sous la responsabilité de Claude Caitucoli